



# Alliance panafricaine pour la Justice Climatique

---

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

# Un échec : la COP28 fragilise encore davantage l'Accord de Paris

Dubaï, Emirats Arabes Unis, 11/12/2023

Nos pires craintes se sont réalisées.

La Conférence de Dubaï sur le changement climatique se termine sur un crescendo, comme on pouvait s'y attendre, et une fois de plus, le processus multilatéral de la CCNUCC s'est révélé un mirage pour des millions de personnes vulnérables en Afrique et dans le monde, dont les aspirations, les désirs et les attentes ont été déçus.

La COP28 a raté l'occasion de mettre le monde sur la bonne voie pour réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris consistant à maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale post-révolution industrielle en dessous de 1,5 degré Celsius au tournant de ce siècle.

Comme nous l'avons souligné lors de nos premières et deuxièmes conférences de presse, nous saluons la création du Fonds pour les pertes et dommages malgré ses « promesses de cacahuètes », mais refusons de le célébrer en raison de plusieurs problèmes – notamment le délai prolongé pour accéder à l'argent – restent à résoudre pour que le Fonds soit d'une utilisation optimale pour les communautés qui sont en première ligne des impacts du changement climatique.

Plus tôt cette année, nous avons averti que le résultat que nous attendions dans les prochaines heures était inévitable après que le pays hôte, les Émirats arabes unis (UEA), ait nommé un exécutif pétrolier, le sultan Al Jaber, pour présider les négociations. En plus d'être indifférent, querelleur et d'afficher une attitude indifférente qui ont été capturées dans les médias, le Sultan Al Jaber est indéniablement devenu un facilitateur et a prévu la participation d'un nombre historique de grands pollueurs, de promoteurs de fausses solutions climatiques et intérêts des entreprises anti-climatiques.

Nous avons des raisons de croire que les parties ont cédé et/ou ont cédé les négociations à des profiteurs du climat, des profanateurs de la justice et ont entretenu l'influence d'individus mal intentionnés dont la vision est de faire dérailler et de retarder la transition mondiale vers des solutions à faibles émissions de carbone et de protection du climat, des voies de développement résilientes, inclusives et écologiquement justes. La poursuite de cette tendance sapera sans aucun doute l'esprit de la Convention des Nations Unies sur le climat et de l'Accord de Paris et portera atteinte de manière irréparable aux impératifs de justice climatique, avec des conséquences désastreuses pour les populations, la société et les économies d'Afrique, plus au sud et au nord.

Après avoir suivi les débats et les négociations des deux dernières semaines, nous nous sentons déçus, déstabilisés et désespérés. Les questions critiques pertinentes pour l’Afrique et le désir collectif de lutter contre la crise climatique – en particulier l’adaptation, le financement de l’adaptation et l’objectif mondial sur l’adaptation – restent marginaux et controversés. Moins de 24 heures avant la clôture de la COP28, près de 70 % des points de négociation restent ouverts, démontrant ainsi un manque d’engagement et un sentiment d’urgence pour faire avancer le processus vers des résultats positifs.

#### **Nous notons :**

- Sur l’abandon progressif des énergies fossiles.

L’élimination progressive des combustibles fossiles, l’action la plus importante nécessaire pour limiter les émissions de la plupart des gaz à effet de serre et inverser le réchauffement climatique, semble être une conversation muselée lors de la COP28 malgré les preuves générées dans le cadre du processus de bilan mondial. Les intérêts commerciaux ont contourné l’impératif de maintenir la température moyenne mondiale en dessous de 1,5 degré Celsius et de créer un monde résilient, en particulier pour les communautés en première ligne de la crise climatique. Au-delà de l’exploration de nouveaux intérêts commerciaux en développant les énergies renouvelables, que nous soutenons évidemment, et en ouvrant la voie à l’accaparement des terres et des forêts par le biais d’accords bilatéraux, apparemment dans le cadre du commerce du carbone, Dubaï entrera dans les annales de l’histoire en tant que COP qui s’est montrée équivoque en sapant une élimination rapide des combustibles fossiles – bien sûr, avec l’aide du président accro au pétrole.

- Sécuriser le programme d’adaptation

Nous déplorons l’absence de résultat tangible sur l’objectif mondial d’adaptation et tout engagement ferme visant à « plus que doubler » les flux financiers d’adaptation vers l’Afrique. La COP28 a généré un maigre 156 millions de dollars en promesses de financement pour l’adaptation, comparé aux milliards de dollars promis pour les initiatives centrées sur l’atténuation. Mais cela reste en deçà des engagements pris à Glasgow de doubler le financement de l’adaptation pour le porter à 40 milliards de dollars par an.

L’adaptation reste la priorité la plus importante pour l’Afrique en raison des niveaux disproportionnés de vulnérabilités et des impacts négatifs sur ses populations et ses économies. La pression en faveur d’un objectif mondial ambitieux en matière d’adaptation ne peut être rationalisée par une pression en faveur d’une mise en œuvre volontaire de cet objectif, en particulier avec un leadership au niveau national et sans un engagement fort en faveur du financement climatique mondial.

En outre, la décision de mener un programme de deux ans sur le GGA, avec une nouvelle série d’ateliers inutiles, révèle un manque d’urgence inquiétant dans la réponse aux communautés qui ont cruellement besoin d’une adaptation plus rapide et d’actions locales de renforcement de la résilience. Il est devenu évident que les pays développés recourent à des tactiques dilatoires pour éviter de respecter leur engagement de fournir les fonds climatiques nécessaires à une action d’adaptation efficace.

- Financement climatique

Nous avons souligné à plusieurs reprises l’importance pour les pays développés de respecter leurs engagements en matière de financement climatique. Il convient de noter que les demandes actuelles en matière de financement climatique se chiffrent en milliards de dollars par an, et non seulement les 100 milliards de dollars précédemment promis, que l’OCDE vient d’indiquer avoir déjà livrés – il y a une différence entre l’argent contenu dans le papier et ce qui est concrètement ressenti et vu sur le terrain. Malheureusement, la COP28 n’a encore pris aucune mesure significative en faveur de l’objectif financier.

- Pertes et dommages

Nous appelons à l'application du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives pour inclure la garantie d'une reconstitution durable du Fonds et des mécanismes d'accès réactifs pour les communautés en première ligne de la crise.

Nous exhortons les pays développés à faire preuve de transparence et de responsabilité en démontrant leurs contributions à la cagnotte des pertes et des dommages, au lieu de simplement reconditionner le financement climatique et/ou l'APD existants dans leurs engagements climatiques. Nous pensons que le Fonds pour pertes et dommages, aussi important soit-il, ne devrait pas être utilisé pour détourner l'attention des questions cruciales des négociations. Il devrait plutôt être utilisé pour inciter les pays développés à prendre des mesures pour réduire les émissions et augmenter le financement climatique pour l'adaptation.

- Sur l'inventaire mondial :

Nous avons été très clairs dans notre appel à l'action, fondé sur les preuves présentées par le bilan mondial, qui montrent que les températures mondiales atteignent des niveaux alarmants et que l'écart dans les mesures d'adaptation se creuse. Cependant, la COP28 n'a pas réussi à utiliser les preuves scientifiques générées par la CCNUCC pour prendre des décisions progressistes.

Nous saluons le programme de travail pour une transition juste sur la voie d'une transition juste, qui ouvre la voie à la conception d'un programme global. Cependant, nous insistons sur une transition qui soit à l'échelle du secteur, gracieuse, juste, sensible au genre et équitable et qui tienne compte des réalités socio-économiques et politiques des différentes régions et nations, ainsi que des impératifs de justice climatique. Une transition juste ne peut pas être une autoroute permettant aux pays développés de perpétuer et de consolider de manière déraisonnable leurs intérêts économiques et d'investissement injustes qui ont abouti à la pauvreté, au chômage, à des conflits miniers/ressources et, pire encore, à des effusions de sang en Afrique.

Alors que nous quittons la COP28, nous souhaitons réitérer notre appel à la CCNUCC pour qu'elle reprenne le contrôle des processus auprès des cartels pétroliers mondiaux et des pourvoyeurs de retards dans l'action. Ces cartels causent du tort au monde et leur détermination à prendre des mesures restitutives et à s'adapter au changement reste discutable. Malgré tout le bruit et les démagogues qui ont eu lieu au cours des deux dernières semaines, seules deux actions sont essentielles à notre survie : l'élimination des combustibles fossiles, des réductions drastiques des émissions, des émissions de particules.

**Notes aux rédacteurs :**

Nous attirons l'attention des rédacteurs sur nos ressources complètes sur la COP accessibles via <https://cop.pacja.org/> et notre position globale pour la COP accessible via le site : [African Civil Society position- UNFCCC-COP28 - PACJA - Panafrikan Climate Justice Alliance](#)